



Sécurité globale : fondamentaux pour aujourd'hui et pour demain

Xavier Raufer - novembre 2011

Voici, mis en perspective, des éléments de réflexion et de cadrage pour toute future stratégie touchant à la sécurité globale. On y abordera successivement :

- La *nature* des formes encore actives de terrorisme transnational,
- Les graves problèmes posés par une criminalité organisée transnationale aujourd'hui incontrôlée, ravageant des régions entières du monde, des économies, des systèmes financiers - des Etats, même - livrés sans défense ou presque, aux milliards de la corruption et à l'intimidation d'authentiques armées criminelles (nord du Mexique, sud du Pakistan - Karachi),
- La dérive criminelle frappant un monde arabo-musulman longtemps épargné, la péninsule arabe tout comme les pays touchés par les « révolutions arabes »,
- Les infiltrations criminelles infiltrées dans les flux migratoires légitimes aboutissant aux pays développés,
- Une gangrène criminelle, enfin, toujours plus coûteuse pour tous les Etats du globe, développés ou pauvres, solides ou fragiles - bien sûr plus douloureuse encore en proportion pour les plus pauvres et fragiles.

1 – Le seul terrorisme transnational encore efficace est un terrorisme d'Etat

Hors pays en proie à la « guerre à la terreur », Somalie, Irak, Afghanistan, quel est à ce jour le dernier acte terroriste majeur, de niveau stratégique et d'ampleur planétaire ? L'attaque visant Mumbai (Bombay), du 26 au 29 novembre 2008. Or, comme on va le voir, il s'agit d'un pur et simple terrorisme d'Etat.

Rappel : aux dates précitées, 10 terroristes attaquent des cibles-phares de la capitale économique de l'Inde, dont les hôtels Taj Mahal et Oberoi, provoquant 166 morts dont 26 étrangers et 304 blessés. Un seul terroriste survit, qui sera jugé ultérieurement.

Au total, l'opération exige 16 mois de travail pour environ 80 personnes. Cette longue phase de planification et d'entraînement débute par la sélection et fourniture d'équipements, d'armes et munitions, de moyens de communication sophistiqués. Puis, à l'été 2007, intervient le planning et les repérages des bâtiments-cibles. Seront visés « les parties les plus publiques et médiatisées de la ville... Les lieux symboliques de l'élite cosmopolite et transnationale : deux hôtels de luxe ». Un choix « d'espaces de la ville attirant le plus l'attention et suscitant de la sympathie internationale » [cf. référence 4, « L'urbanisation de défis globaux... » Voir en fin de texte - ci-après Ref4]

32 futurs terroristes sont recrutés au Pakistan, au sein de la milice salafiste-terroriste « Lashkar-e-Toïba » (l'armée des purs) dont 10 sont finalement retenus. Les encadrer et entraîner nécessite de fait un lourd appareil, dont 35 membres sont à ce jour identifiés et connus.

Mené par des professionnels de haut niveau, l'entraînement est conduit dans divers camps, tous sis au Pakistan. Disciplinés et aguerris, les terroristes combattront 60 heures d'affilée sans dormir, ce qui exige l'accès à des techniques spécifiques, inaccessibles à tout groupe terroriste autonome. Sachant utiliser armes, explosifs, matériels de communication et de repérage, ces fanatiques disposent aussi d'un bon entraînement au combat en lieu clos - là aussi, hors de portée d'une bande recrutée à la va-vite dans quelque bidonville. Enfin, leur infiltration dans Bombay est, elle aussi, une opération sophistiquée, par bateau depuis la côte du Pakistan.

Ces terroristes forment « Des commandos très compétents qui se déploient rapidement pour s'assurer d'un secteur entier de la ville par l'usage d'armes légères, d'explosifs et par le contrôle des mouvements de foule civile », dont le terrorisme « ressemble plus à une opération militaire qu'aux actions d'al-Qaida, menées par des individus amateurs et individuels, ou à la guerre tribale des Taliban » [Ref4].

Conclusion des experts : *impossible* de monter une telle opération sans structures permanentes et experts, comme seul un Etat en possède. Il y a donc bien ici *stricto sensu* terrorisme d'Etat. Ainsi, l'attaque visant Bombay est-elle de nature hybride, à la fois acte de guerre asymétrique, un Etat en ciblant un autre, ET opération terroriste de type suicidaire. Une formule nouvelle - à ce jour efficace : l'opération a effrayé le monde entier et l'unique donneur d'ordre et organisateur s'en tire sans grand dommage.

Enfin, un avertissement clair pour les militaires, qui doivent être désormais en éveil face à de telles actions hybrides. Une vigilance au long cours car ces « guerres partielles, intermittentes, n'ont pas de fin claire. Il n'y a pas d'armistice pour marquer la fin d'une guerre asymétrique. » [Ref4]

2 – Les marchés criminels génèrent désormais des profits permettant de corrompre et d'acheter à peu près tout sur terre

Un seul fait pour aborder le sujet. Il fait frémir. Dans son excellente enquête, Luca Rastello [Ref 22 « *I am the market...* »] révèle : « Selon le rapport publié en 1999 par le Centre mexicain d'investigations sur la sécurité nationale, si le trafic de stupéfiants était totalement éradiqué, l'économie des Etats-Unis perdrait entre 19 et 22% [de son volume], et l'économie mexicaine, elle, s'effondrerait de 63% ». Or depuis 1999, les choses n'ont sans doute pas dû s'arranger...

Quel terrorisme a-t-il jamais pu susciter des dégâts de cette ampleur ? Même les dégâts infligés à l'économie et au budget des Etats-Unis par les attaques du 11 septembre 2001 pâlissent en comparaison (Environ 770 milliards de dollars, *International Herald Tribune*, 10/09/2011). Ainsi, face à un terrorisme transnational affaibli et désormais manipulable, le crime organisé transnational s'affirme bien comme menace stratégique majeure.

La corruption des politiques...

D'abord, par ses immenses capacités corruptrices, notamment des classes politiques des Etats faibles et pseudo-Etats. Quelques exemples :

Décembre 2010 : le Conseil de l'Europe dénonce le premier ministre du Kosovo, Hashim Thaci, comme acteur important d'un groupe mafieux se livrant notamment à des trafics d'organes humains, d'armes et de stupéfiants.

Novembre 2010 : au Venezuela, le président Hugo Chavez nomme le général Henry Rangel Silva général en chef de l'armée nationale. Or deux ans plus tôt, Rangel Silva a été accusé par le ministère US du Trésor d'être un narco-trafiquant important, ayant « aidé matériellement des trafics de stupéfiants ».

Août 2010 : le chef de la police nationale d'Afrique du Sud, Jackie Selebi, est condamné à 15 ans de prison, pour avoir été simultanément le chef d'une des plus importantes entités criminelles d'Afrique du Sud ¹.

Novembre 2008 : proche des politiciens du cru, l'oligarque ukrainien Dmitri Firtash s'empare d'une des importantes banques du pays - or il est notoirement lié à Semion Mogilevitch, l'un des parrains majeurs du crime organisé russe.

Comme le remarque l'expert Moses Naïm [*Ref 6, Illicit financial flows...*], des criminels avérés sont désormais « parmi les plus généreux des philanthropes de leur pays et contrôlent aussi des chaînes de télévision, des radios et d'influents quotidiens ».

Choisis parmi bien d'autres, ces exemples montrent clairement qu'à travers le monde et chaque fois qu'ils le peuvent, des groupes criminels cherchent désormais à infiltrer, voire contrôler, par intimidation et/ou corruption :

- Des polices régionales ou nationales,
- Des états-majors militaires,
- Des tribunaux,
- Des médias.

Ce phénomène, disent des experts d'agences internationales comme Europol et Interpol, va en s'aggravant, de purs et simples bandits n'hésitant plus (par exemple, en Bulgarie) à entrer eux-mêmes en politique, ou dans la haute administration.

¹ Troisième casquette de M. Selebi - pas la moindre : ... président d'Interpol ! Et ayant présidé à ce titre la 75^e assemblée générale d'Interpol, à Rio de Janeiro (Brésil) en septembre 2006

Concernant parfois directement l'Union européenne, leurs offensives criminelles sont elles-mêmes hybrides. En charge d'affaires impliquant des criminels issus de Russie, du Belarus, de Tchétchénie ou d'Ukraine, un magistrat espagnol remarque ainsi qu'il y distingue mal les gangs, d'une part, des services de l'Etat concerné, de l'autre ; enfin, des conglomérats économiques ou financiers privés du même pays, un réel continuum reliant d'usage les trois, qui « travaillent » par complémentarité ou subsidiarité - là où l'un ne peut agir, l'autre opère.

Au total, il est clair que désormais, l'activité du crime organisé transnational menace clairement :

- Le monde financier
- La stabilité,
- La santé publique,
- L'équilibre géopolitique
- Les industries,

D'Etats pauvres ou faibles, mais plus uniquement.

... Grâce à d'immenses marchés criminels

Envisageons les principaux marchés criminels - ce qu'on sait d'eux donne le vertige. [Ref 6 « Discussion paper : Illicit financial flows », Ref 16 « Transnational crime... » et ref 30 « Illicit financial flows from developing countries... », le tout en dollars, US\$, de l'année 2010]².

Au total et pour le monde entier, ces marchés criminels sont, pour 2010 estimés à 640 / 650 milliards de US\$.

² L'étude importante de *Global Financial Integrity* (voir références en fin d'étude) n'intègre ni l'économie souterraine ni les fraudes aux avances de paiement, aux cartes de crédit ; ni les atteintes à la propriété intellectuelle, les piratages, les *carjackings*, la contrebande à partir de zones franches, etc.

Stupéfiants	:	± 320 milliards US\$
Trafics d'êtres humains	:	± 32 milliards US\$ ³
Espèces protégées végétales / animales	:	± 8/10 milliards US\$ (hors poissons & bois précieux)
Contrefaçons	:	± 250 milliards US\$ ⁴
Trafics/organes	:	de 620 millions US\$ à 1,2 milliard US\$ ⁵
Trafics/armes légères	:	de 300 millions US\$ à 1 milliard US\$ ⁶
Trafics/gemmes	:	de 1,4 à 2 milliards US\$/an ⁷
Trafics/carburants	:	± 11 milliards US\$
Trafics/bois précieux	:	± 7 milliards US\$
Pêches illicites	:	de 4 à 10 milliards US\$
Trafics/objets d'art	:	de 3,5 à 6,5 milliards US\$
Trafic/or	:	± 2,5 milliards US\$

Le plus gros des bénéficiaires de ces opérations allant au crime organisé transnational, désormais acteur majeur de l'économie et de la finance mondialisées. Pour le seul trafic mondial de stupéfiants, voici les dernières estimations faites par l'ONU [ONUDDC, 2005] :

Cocaïne	:	monde, ± 88 milliards de US\$/an (Amérique, 35 milliards, Europe, 34 milliards)
Opiacés	:	monde, ± 65 milliards de US\$/an
Cannabis	:	monde, ± 142 milliards de US\$/an
Drogues chimiques	:	monde, ± 44 milliards de US\$/an

³ Trafics d'êtres humains : source d'origine, Organisation internationale du travail, OIT, 2005 : il y aurait chaque année ± 2,5 millions d'êtres humains victimes de trafiquants (prostitution, esclavage moderne, etc.) ; 1,4 millions, exploitation sexuelle, 27,8 milliards US\$/an ; travail contraint, 1,1 millions, 3,8 milliards US\$/an.

⁴ Deux façons de calculer : ce que perdent les marques par contrefaçon, ± 500 milliards US\$/an ; ce que gagnent les malfaiteurs, environ 250 milliards US\$/an, selon l'OCDE. Dont : faux médicaments, 35 à 40 milliards US\$/an, électronique, ± 50 milliards US\$/an ; cigarettes (production, trafic international, ventes clandestines directes ou Internet, ± 20 milliards US\$/an.

⁵ Trafics de reins, de 550 millions à 1 milliard US\$/an, de foies, de 100 à 200 millions US\$/an ; de cœurs, poumons, pancréas, pas de données disponibles.

⁶ Portables par un à deux individus, ou transportables en véhicule léger ou animal de trait.

⁷ Diamants, de 1,5 à 2 milliards de US\$/an, pierres de couleur ± 400 millions de US\$/an.

Part du crime organisé dans les profits - elle s'établit notamment par les données suivantes, plutôt fiables, et qui concernent la ventilation financière du marché de la cocaïne vers les seuls Etats-Unis :

Phase agricole	:	± 500 millions US\$
Logistique sur place	:	± 400 millions US\$
Des cartels aux pays clients	:	± 4,6 milliards US\$
Vente gros, demi-gros, détail	:	± 29,6 milliards US\$

3 – Dans les pays émergents...⁸

Notons ici que les flux financiers trans-frontières « anormaux » des pays en développement s'expliquent par :

- La corruption et la prévarication d'officiels,
- L'activité criminelle, dont notamment la contrebande,
- La fraude fiscale, d'abord, du secteur économique et financier.

Les flux criminels et les flux financiers illicites asphyxient le Sud

En 1990, les flux financiers illicites des pays les moins développés (*Least developed countries*, LDC) étaient estimés à :

Fourchette basse	:	7,9 milliards US\$
Fourchette haute	:	9,7 milliards US\$

En 2008, les flux financiers illicites des pays LDC avaient ainsi bondi :

Fourchette basse	:	20,2 milliards US\$
Fourchette haute	:	26,3 milliards US\$

Compte-tenu de l'inflation, cela représentait une augmentation de 6,2 % par an.

Les dix pays LCD ayant le plus de ces flux illicites représentaient en 2008 63% du total des flux ; et les 20 principaux LCD, 83% du total.

⁸ Il y en a 151 sur la planète, d'Afghanistan à Zimbabwe.

Comment estimer ces flux illicites ?

Voici le modèle de la Banque mondiale, en ses propres termes. Il s'agit de : « *The gap between a country's source and use of funds which should equalise in a perfect world. In practice, if the source of funds exceeds the country's use of funds, this implies that the unaccounted-for capital has leaked out of the country's external accounts or balance of payments. In this case, the residual or gap between recorded source of funds (in flows or loans plus net foreign direct investment) and use of funds (financing the current account deficit plus changes in central bank reserves) amounts to an unrecorded outward transfer of capital from the country. It is assumed that such cross-border transfers of capital involve illicit funds because there is no reason why transfers of legitimate capital should go unrecorded* »

Flux illicites des pays les moins développés 1990-2008 en millions de US\$

[Les pays soulignés : (Bangladesh) ont fourni des données complètes, pas les autres. La Somalie, Tuvalu et Timor-Leste n'ont fourni nulle donnée exploitable]

<u>Bangladesh</u>	:	34 790 millions de US\$	
<u>Angola</u>	:	34 046	“ ”
Lesotho	:	16 823	“ ” (etc.)
Tchad	:	15 426	
<u>Yémen</u>	:	11 979	
Népal	:	9 128	
<u>Ouganda</u>	:	8 757	
Myanmar	:	8 535	
Ethiopie	:	8 354	
Zambie	:	6 800	
Soudan	:	6 732	
Guinée équatoriale	:	6 503	
<u>Laos</u>	:	6 062	
Liberia	:	5 863	
Guinée	:	4 928	
Malawi	:	4 171	
<u>Djibouti</u>	:	3 885	

<u>Mozambique</u>	:	3 773
Madagascar	:	3 746
Congo rep. dem.	:	3 499
Burqina Faso	:	2 916
Tanzanie	:	2 290
<u>Sierra Leone</u>	:	2 127
Afghanistan	:	2 059
<u>Vanuatu</u>	:	1 836
Haïti	:	1 683
Cambodge	:	1 664
<u>Mali</u>	:	1 657
Gambie	:	1 649
Rwanda	:	1 569
Samoa	:	1 224
<u>Salomon</u>	:	1 137
Rep. centrafricaine	:	1 022
Niger	:	1010
Burundi	:	969
Guinée Bissau	:	847
Togo	:	678
Mauritanie	:	428
Sénégal	:	334
Bénin	:	264
Comores	:	159
Bhoutan	:	156
Sao Tomé	:	142
Eritrée	:	118
Kiribati	:	30

Pour prendre maintenant quelques pays hors de la liste des LDC :

Géorgie : de 2 000 à 2010, les flux financiers sortants « inexplicables » (argent illicite... Origine inconnue... Evasion fiscale) le plus souvent, en direction des pays

riches, se situent dans un montant total compris entre 4,1 à 4,3 milliards US\$, soit de 456 à 747 millions US\$ par an⁹.

De 2000 à 2008, ces mêmes flux représentent :

<i>Pour la Chine</i>	:	2 180 milliards de US\$,
<i>Pour la Russie</i>	:	427 milliards ‘ ‘ etc.
<i>Pour le Mexique</i>	:	416 milliards
<i>Pour l'Arabie saoudite</i>	:	302 milliards
<i>Pour la Malaisie</i>	:	291 milliards

La criminalité explose dans le monde arabo-musulman

La péninsule arabe entière, le Moyen-Orient, l'Europe : pour rester à proximité, tous ont besoin d'une Arabie saoudite stable et paisible. Sans même aborder l'échelle géopolitique on imagine quel désastre représenterait une Arabie en plein chaos. Or là, comme d'ailleurs dans les pays alentours, une crise criminelle sévit et la sécurité y pose désormais sérieusement problème.

En janvier 2011, la police de Riyad démantèle ainsi un important gang dont les membres proviennent de 14 nationalités différentes, des expatriés clandestins, demeurés dans le royaume à l'expiration de leur visa. Depuis deux ans, ils cambriolaient boutiques, domiciles, entrepôts, et pharmacies, et se livraient en outre au vol de véhicules.

Et, fait incroyable voici encore trois ans, il y a désormais dans la capitale saoudienne des zones criminalisées à éviter¹⁰, car dépourvues de commissariats ou postes de police, donc de policiers.

⁹ Dans le voisinage de la Géorgie : Moldavie et Arménie, flux de ± 550 millions US\$/an. Azerbaïdjan, de 2,3 et 4,5 milliards US\$/an ; Roumanie, de 3,7 à 4,2 milliards US\$/an.

¹⁰ A Riyad, les quartiers de Shumaisi, Nasseriyah, Faisaliah, Kubeirah et de Batha.

Zones hors-contrôle : les mafias à la place des Etats sans autorité ?

Pour conclure sur ce point : s'agit-il de protéger les droits, biens et transactions de la population quand l'Etat échoue à le faire ? D'assurer une sécurité extra-légale ou une stabilité para-judiciaire ? Les bandits s'en chargent [*Ref 7 « The law of the mafia jungle »*]. Pas des voyous à la petite semaine bien sûr, mais des mafias ou des mégagangs remplacent aisément les Etats déficients, sans autorité politique, ou voués, par tropisme idéologique libéral, à déréguler et à laisser faire. Ce faisant, ces entités criminelles élargissent encore leur palette, car n'oublions pas qu'elles jouissent déjà du monopole de la régulation dans la sphère de l'illicite : « *Au delà de leurs activités criminelles locales, ces gangs gouvernent désormais des segments entiers des trafics d'armes et de drogues et s'emparent également de plus en plus de fonctions de 'gouvernement' : fonctions de 'police', d'apports de services et d'assistance sociale, d'emplois ; et de nouveaux éléments de droits et d'autorité dans les zones qu'ils contrôlent » [Ref 4]*

4 - Dans les Etats développés

Dans les Etats développés, les problèmes posés par la criminalité organisée transnationale sont moins cruciaux : il ne s'agit plus ici de survie, de mise sous contrôle mais de problèmes politiques ou financiers. Toujours plus en effet, les flux criminels s'immergent dans les grands courants migratoires, ce qui suscite des réactions électorales (dont il n'appartient pas à un criminologue d'estimer la légitimité) elles mêmes, toujours plus lancinantes.

Une criminalité gangrenant des flux migratoires mal contrôlés

Pour rester en France, quelle situation ? Nous empruntons les données suivantes à l'enquête « Trajectoires et origines » effectuée de septembre 2008 à février 2009 par l'Institut national d'études démographiques (INED). [*Ref 8 « La ségrégation spatiale... »*]. Cet organisme nomme ATM les populations originaires d'Afrique subsaharienne, du Maghreb et de Turquie présentes sur le sol de la France métropolitaine.

Ces « ATM » sont fortement concentrées dans trois régions :

Ile-de-France : 40%

Rhône-Alpes : 10%

Provence-Alpes-Côte d'Azur : 10%

Dans les quartiers au taux de chômage les plus élevés, ces ATM représentent \pm 42% de la population,

Dans les zones urbaines sensibles, \pm 35% ; en comptant les immigrés hors ATM et tous leurs enfants, on arrive à 50% de la population de ces ZUS.

Dans les zones franches urbaines (ZFU), \pm 43%.

En 2008, à l'échelle nationale maintenant, ces immigrés non-européens et leurs enfants sont majoritaires dans la population de 5% des quartiers de 5 000 habitants, et de 20% des quartiers de 2 000 habitants.

Dans de telles conditions, le mot « ghetto » vient vite à l'esprit. Or on passe aisément du ghetto à la zone hors-contrôle - passage qui se fait toujours et partout au profit de criminels opérant par intimidation ou corruption des populations locales, voire désormais des cadres administratifs ou politiques desdites zones.

Une criminalité toujours plus chère pour les Etats

Politiquement problématique, la criminalité organisée est aussi très coûteuse.

Les grands Etats anglo-saxons tenant souvent mieux leurs comptes que d'autres, et pratiquant une politique de transparence dans leur vie sociale, nous prendrons ici nos exemples aux Etats-Unis et en Australie.

En avril 2011, le *National Drug Intelligence Center* du ministère américain de la justice a publié une grande étude intitulée *The economic impact of illicit drug use on American society*, fondée sur des données recueillies pour l'essentiel en 2007.

Pour cette seule année, le coût de la toxicomanie pour la nation américaine (tous niveaux confondus, local, Etat, fédération), était de 193 milliards de dollars. Il s'agit des coûts directs (crime et répression), et indirects (santé, productivité, etc.).

Rappelons ici les coûts sociétaux de :

- Pathologies des reins, diabète, système digestif : 174 milliards US\$
- Tabagisme : 157 milliards US\$
- Obésité : 147 milliards US\$ (pour 2008)

Coûts détaillés de la toxicomanie, etc.

Crime et répression (police, justice, victimes, etc.) : environ 61 milliards US\$

Santé (soins médicaux spécifiques, hospitalisations, urgences, pour homicides ou tentatives, surdoses, etc., assurances, etc.) : environ 11 milliards US\$,

Productivité (assiduité au travail, traitements spécialisés, hospitalisations, incarcérations, décès prématurés par homicide ou surdose) : environ 120 milliards de US\$.

Total général précis : **193 096 930 US\$**.

L'Australie maintenant [Ref 9 « *Organised crime costs...* »]. En 2010, l'activité du crime organisé a coûté à l'Etat australien 15 milliards de Aus\$ (un dollar australien équivaut environ à un dollar US à l'automne 2011), les activités majeures associées à ces coûts étant : trafic d'êtres humains et de stupéfiants, fraudes, corruption, contrefaçons, vols et usurpations d'identité et blanchiment d'argent. Le ministre australien de la Justice observe que la mondialisation, des masses de personnes, d'argent, de biens et de services, toujours plus importantes et en mouvement à travers les frontières, procurent au crime organisé des opportunités immenses, que ce dernier sait plutôt bien exploiter ¹¹.

¹¹ Sur la mondialisation de la criminalité affectant l'Australie, cet exemple. Fin 2010, la police australienne démantèle un réseau international de trafic de stupéfiants. présent à Sydney, Perth et Melbourne et s'appuyant sur des gangs de motards criminalisés. Il est aussi implanté en Afrique du Sud, aux Tonga et à Hong-Kong, où il est en liaison directe avec une importante Triade locale.

II - SÉCURITÉ GLOBALE : LES ERREURS À NE PAS COMMETTRE

Il n'est question ici que d'ouvrir des perspectives, dans le double champ des erreurs à ne pas commettre - par lesquelles nous commençons - et les pistes sans doute fécondes.

Les « solutions » de type baguette magique

Dépénaliser la *consommation* (possession et usage personnel) du cannabis : la solution à tous les problèmes de délinquance dans les sociétés développées ? sans doute pas. Il n'appartient certes pas au criminologue de trancher à la place des dirigeants politiques, mais, face aux démagogues ou aux agités de la dépénalisation, il doit faire valoir son expérience et sa connaissance des sociétés criminelles. Et même, sa connaissance des chiffres : pourquoi, sauf besoin d'exister à la veille d'une élection majeure, s'affoler sur la consommation de cannabis, alors que celle-ci stagne en France - et même baisse de façon confirmée pour les plus jeunes consommateurs (17 ans) ¹².

Les cartels, ou structures analogues, portant l'essentiel du narcotrafic transcontinental et la vente des stupéfiants en gros (tonnes, centaines de kilos) et en demi-gros (dizaines de kilos, kilos), ne sont plus les simples entités criminelles qu'ils étaient voici encore deux décennies, tels que les tenants de la dépénalisation-solution-miracle s'imaginent qu'ils sont encore. Ces cartels ont *muté* en de puissantes et originales configurations « assemblages nouveaux, partiels et souvent hautement spécialisés, tendant à être concentrés dans des services et des projets spécifiques », assemblages « de territoire, d'autorité et de droits qui ne peuvent pas être réduits à des formes traditionnelles » [Ref 4].

Ainsi, ces entités sont devenues des hybrides multi-fonctions, certes toujours prédateurs mais désormais bien plus opportunistes et généralistes, la drogue n'étant plus *du tout* leur seul commerce (illicite).

¹² Etude conjointe de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) et de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies, OFDT, [Ref 1, « Dépénalisation : alors que les politiques piétinent... »]. Nette augmentation en revanche de la consommation de cocaïne en France.

S'agissant les plus développés et « efficaces » de ces néo-hybrides, les cartels mexicains, remarquons d'abord qu'en moyenne, le cannabis ne représente aujourd'hui qu'une moitié de leur chiffre d'affaires « drogues », l'autre provenant des amphétamines, de la cocaïne et de l'héroïne.

Mais surtout, observons que le trafic des narcotiques ne constitue plus *du tout* la « mono-activité » de ces cartels, largement diversifiés durant la décennie passée. Ce, inévitablement, la criminologie soulignant la forte et quasi-darwinienne capacité d'adaptation des entités criminelles dans leur ensemble.

Les cartels mexicains se sont diversifiés dans les enlèvements contre rançons ; dans le vol massif de carburants ensuite vendus à un prix imbattable ; la contrebande de biens contrefaits ; le piratage ; l'extorsion - et vendent même désormais (cigarettes, CD Roms, etc.) des produits et biens ... aux marques des cartels !

Tous les œufs dans le même panier ¹³

De façon étrange - pour ne pas dire maniaque - tous ou presque des Etats-nations que compte la planète continuent à dépenser des fortunes à acquérir des armes lourdes conventionnelles (avions de combat... systèmes navals...) seulement utilisables dans des guerres classiques, avec champ de bataille, affrontements entre armées en uniformes, etc. - alors que ce type de conflits a disparu depuis vingt ans !

En 2010, les dépenses militaires mondiales ¹⁴ se sont élevées à 1 630 milliard US\$ (1 522 milliards US\$ en 2009, somme déjà augmentées de 6% sur 2008, en termes réels). De ce total mondial, 43% sont sur l'ardoise des seuls Etats-Unis ¹⁵. Plus forte augmentation : l'Amérique latine (+ 5,9% sur 2009, soit 63, 3 milliards US\$), un continent sans guerres depuis plus d'un siècle et où ne se constate nulle menace palpable !

¹³ Références : 10 « A rational budget... » ; 11 « Latin America logs... » ; 12 « Yearbook... » ; 14 « What's the real defense budget ? » ; 15 « Armements, un marché... » .

¹⁴ Par « dépenses militaires », on entend d'usage : salaires, retraites et avantages sociaux des militaires ; acquisitions d'armes & équipements, constructions militaires ; recherche & développement spécifiques ; activités militaires (administration, commandement, soutien, etc.).

¹⁵ Ces budgets ne comprennent pas le coût d'éventuelles guerres. Seule exception continentale à cette folie dépensière : l'Europe - 2,8% sur 2009.

Au cœur du problème : les Etats-Unis dont le budget militaire a cru (en dollars constants) de 50% par an depuis septembre 2001, les guerres d'Irak et d'Afghanistan représentant en sus des centaines de milliards de dollars par an ¹⁶. Et le Pentagone continue à acheter « des systèmes d'armes immensément coûteux et peu adaptés aux besoins militaires présents et futurs ». [Ref 10 « *A rational budget...* »]. Au total, le chiffre d'affaires des cent premières sociétés d'armement mondiales a pu ainsi croître de 59% de 2000 à 2009.

Pendant ce temps, les budgets consacrés à l'étude des *vrais* dangers et menaces ravageant *vraiment* la planète aujourd'hui - périls précisément décrits ci-dessus - sont toujours aussi squelettiques ; quand ils ne sont pas tout simplement inexistantes. Aujourd'hui, malgré des chocs stratégiques majeurs comme celui du « 9/11 », les technostructures nationales des grands Etats vivent encore pour l'essentiel dans l'illusion nocive que l'ennemi va de soi, qu'il est bien connu et qu'on le vaincra grâce à de la quincaillerie *high-tech* - ce que démentent jour après jour les douloureuses expériences irakienne, afghane, somalienne, etc.

Echelle internationale - Entités criminelles : des fragilités transversales

« Même un empire [*criminel, NDI'A*] capable de mobiliser des navires et des sous-marins, des avions et maints énormes engins de chantier ; sachant construire des routes dans la jungle et salarier des dizaines de milliers d'hommes, peut s'effondrer comme un château de cartes. Il y a des erreurs à ne surtout pas commettre » [Ref 22]

Voici ce qu'énonce Luca Rastello dans « I am the market... » [Ref 22]. Tout empire est fragile - même un empire criminel. Or les nouvelles entités dangereuses à l'œuvre dans, ou depuis, le chaos mondial, révèlent en effet des fragilités certaines, surtout d'ordre logistique.

Car les guérillas dégénérées, cartels, milices criminalisées, fanatiques démobilisés, mégagangs, etc., tous ces hybrides flous et disparates ont un commun et planétaire

¹⁶ Budget hors guerres du Pentagone pour 2011 : 549 milliards US\$; pour 2012 : 553 milliards US\$, soit 19% du budget fédéral US. Le seul personnel civil du Pentagone dépasse les 650 000 personnes !

problème, celui du transport et de la circulation de biens et services criminels dans un sens, et d'argent dans l'autre [Ref 3 « *Terrorist criminal pipelines...* »]. D'un continent à un autre, tout ou partie de ces mutants armés non-étatiques forment les maillons de chaînes de l'illicite ; êtres humains trafiqués, contrebande, drogue, argent noir, armes - et les bandits eux-mêmes ! - passent par ces pipe-lines qui sans cesse et vite, se montent et démontent, se combinent et recombinent.

Au coup par coup, tous forment ainsi des « syndicats » de convenance, à finalité unique et à durée limitée. Rien d'idéologique ou de « politique » là dedans, mais du pur pragmatisme : ma tonne de cocaïne doit arriver à bon port, mes caisses d'armes doivent être livrées à temps et je fais pour cela le nécessaire, sans états d'âme - y compris même avec un ennemi ou un rival. Car rien n'est stable ni durable dans le chaos mondial, sauf les liens séculaires, quasi inébranlables et mille fois éprouvés, du clan, de la tribu, de la « famille » ou de la fraternité religieuse.

Les mêmes doivent aussi fréquenter les « facilitateurs » d'un demi-monde proto-criminel : banquiers louches, avocats marrons, fiduciaires glauques, fonctionnaires accommodants, politiciens ou militaires corrompus.

C'est ce marigot, c'est ce dédale - Etats échoués, zones grises, « tuyaux criminels », qu'il faut observer, analyser, connaître finalement et comprendre ; c'est là que les embuscades de demain devront se tendre. C'est sur ce champ de bataille que se trouve l'ennemi ; c'est là qu'il faudra désormais lutter et vaincre.

Echelle nationale - Bandes criminelles : un puissant dissolvant

Dès 2006, le ministère britannique de l'Intérieur avertit : désormais, de 6 à 10% des 10/19 ans britanniques sont embrigadés dans des gangs. Que faire ? Cinq ans après la police du royaume pense tenir une méthode efficace, déjà expérimentée en Californie d'abord, puis aux Etats-Unis : l'injonction civile. Il s'agit de « saboter » l'activité du gang en restreignant « sur mesure » et localement, l'activité des gangsters. A l'échelle locale, la police ou la mairie lui interdit de fréquenter certains individus ou certains endroits, de posséder un chien dangereux ou même de revêtir l'« uniforme » du gang. Le non-respect de l'injonction est puni de prison, jusqu'à deux ans, et d'amendes.

Comme les autorités françaises renoncent désormais à nier le problème (« Paris n'est pas Chicago »...) ; comme on perçoit une volonté de situer, dénombrer, analyser ces gangs dont on admet désormais l'existence, suggérons d'ajouter l'injonction civile à leur panoplie car partout où on l'a utilisée, cette pratique a donné satisfaction.

Références & bibliographie

- 1 - *Libération* - 30/06/2011 « Dépénalisation : alors que les politiques piétinent, le joint stagne »
- 2 - *International Herald Tribune* - 25/06/2011 « Legalization won't work »
- 3 - *Prism 2 - N° 3* - National Defense University - June 2011 « Terrorist criminal pipelines and criminalized states »
- 4 - *Géographie - Economie - Société 13* (2011), Lavoisier « L'urbanisation de défis globaux, le cas des guerres asymétriques »
- 5 - *Georgian Journal* - 2/05/2011 « Georgia recorded USD 4,1 billion outflow of illicit money in the past ten years »
- 6 - *UNDP - United Nations Development Programme* - may 2011 - Discussion paper « Illicit financial flows from the least developed countries, 1990 - 2008 »
- 7 - *Wall Street Journal* - 29/04/2011 « The law of the mafia jungle »
- 8 - *Le Monde* - 22/04/2011 « La ségrégation spatiale des immigrés reste forte, mais elle a reculé depuis 1968 »
- 9 - *New Zeland Herald* - 20/04/2011 « Organised crime costs Australian govt. \$ 18 billion a year »
- 10 - *New York Times* - 20/04/2011 « A rational budget for the Pentagon »
- 11 - *Buenos Aires Herald* - 18/04/2011 « Latin America logs largest increase in military spending »
- 12 - *Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)* - 11/04/2011 « Yearbook 2011 »
- 13 - *National drug intelligence center* - US Department of Justice - avril 2011 « The economic impact of illicit drug use on American society »
- 14 - *Forbes* - 28/03/2011 « What's the real defense budget ? »

- 15 - *Le Point* - 21/02/2011 « Armements, un marché à 400 milliards de dollars »
- 16 - *Global Financial Integrity (GFI)* - février 2011 « Transnational crime in the developing world »
- 17 - *BBC News* - 31/01/2011 « Gang injunctions launched in England and Wales »
- 18 - *Global commission on drug policies* - 24/01/2011 - « The drug trade : the politicization of criminals and the criminalization of politicians »
- 19 - *Arab News* - 12/01/2011 - « Riyadh police bust organized crime gang »
- 20 - *Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité (GRIP)* - 2011-1 - Rapport « Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2011 »
- 21 - *Studies in Conflict and terrorism* - janvier 2011 « Nizam, la Tanzim (system, not organization) : do organisations matter in terrorism today ? A study of the November 2008 Mumbai attacks
- 22 - Luca Rastello « I am the market - how to smuggle cocaine by the ton in five easy lessons » - Faber & Faber, NYC, 2011
- 23 - *The Guardian* - 14/12/2010 - « Kosovo PM is head of a human organs and arms ring, Council of Europe reports »
- 24 - *The Guardian* - 1/12/2010 - « US embassy cables : Ukrainian gas billionaire has close ties to Russian crime boss ».
- 25 - *The Guardian* - 1/12/2010 - « Wikileaks cables : Russian government using mafia for its dirty work »
- 26 - *El Universal (Venezuela)* - 15/11/2010 « Brand new general-in-chief has been accused of drug trafficking »
- 27 - *New York Times* - 4/09/2010 « Inside corrupt-istan, a loss of faith in leaders »
- 28 - *BBC News* - 3/08/2010 « South Africa ex-police chief Selebi jailed for 15 years »

29 - *USA Today* - 21/07/2010 « Venezuela drug trade booms »

30 - *Global Financial Integrity (GFI)* - décembre 2008 « Illicit financial flows from developing countries report, 2002 - 2006 »

31 - *New York Times* - 16/10/2008 « Mob muscles its way into politics in Bulgaria »

Annexe

La prévision dans les textes officiels fondamentaux

Les textes fondateurs de la politique française de défense affirment désormais *expressément* l'importance de stratégies tournées vers l'avenir, vers l'alerte précoce. Voici ce que disent ces textes à ce propos.

• Organisation des pouvoirs publics dans les domaines de la défense et de la sécurité nationale - EXTRAITS (article 5)¹⁷

« La stratégie de sécurité nationale a pour objet **d'identifier l'ensemble des menaces et risques** susceptibles d'affecter la vie de la nation...

Chapitre 2 – Dispositions particulières à certains ministres

Défense – Le ministre de la défense est responsable...

- de la **prospectivité de défense**...
- de **l'anticipation** et du suivi des crises intéressant la défense...

Intérieur – Le ministre de l'intérieur est responsable...

- de **l'anticipation** et du suivi des crises susceptibles d'affecter la sécurité intérieure...

RAPPORT ANNEXE

2.1 - La priorité donnée à la **nouvelle fonction connaissance et anticipation**

2.1.3 - La **prospectivité**...

1.3 - Les cinq grandes fonctions stratégiques...

La connaissance et l'anticipation sont une priorité. Elles garantissent notre autonomie de décision et permettent à la France de conserver l'initiative stratégique

1.4 - Objectifs et contrats opérationnels...

¹⁷ *Journal officiel de la République française* - 31 juillet 2009 - Lois. Loi N° 2009-928 du 29 juillet 2009 relative à la programmation militaire pour les années 2009 à 2014 et portant diverses dispositions concernant la défense.

Fonction connaissance et anticipation... Assurer la connaissance des risques, des menaces et des ruptures potentielles de tous types et d'anticiper les crises...

La fonction connaissance et anticipation donne aussi bien aux responsables politiques qu'aux chefs militaires et aux responsables de la sécurité intérieure et de la sécurité civile les éléments de prévision, d'appréciation de situation et d'éclairage de l'action, les outils d'aide à la décision et de commandement et les moyens de contrôle de l'action ; elle contribue à l'autonomie nationale stratégique. »

• **La parade : anticiper et déceler les phénomènes émergents** -

EXTRAITS (p. 23 et suiv.)¹⁸

(Rapport validé par le Président et le Premier ministre)

Au sens où nous l'entendons, le **décèlement précoce des dangers réels du monde présent** est un concept intégrateur associé à une méthode de type médecine préventive ; à qui échappe à l'aveuglement et le met en oeuvre, il fournit la capacité :

- d'abord, de repérer, puis d'écarter les apparences - donc d'accéder au réel ;
- ensuite, de poser rapidement et efficacement des diagnostics ;
- enfin, d'agir tôt - de pré-venir - avec précision et autorité.

Le décèlement précoce permet ainsi d'intervenir, avant de graves ruptures, sur les premiers symptômes d'un désordre à venir, sur la réduction des vulnérabilités, etc. - non seulement dans le champ de la sécurité globale, mais plus largement dans celui de la géopolitique et même de l'informatique. (etc.).

¹⁸ Rapport au Président de la République et au Premier Ministre - Déceler - Etudier - Former : une voie nouvelle pour la recherche stratégique - *Cahiers de la Sécurité* - supplément au N°4 avril 2008.